

14 SEPT 2026

004
Avis de la Demande de Cotation N° /DC/MINT/CIPM/2026 du /2026 pour
l'Acquisition du matériel informatique pour les activités du contrôle de gestion au MINT.

(En procédure d'urgence)

1. Objet de la Demande de Cotation

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail et d'optimisation des mesures pour le contrôle de gestion au Ministère des Transports, Le *Maître d'Ouvrage* lance une consultation relatif à l'Acquisition du matériel informatique pour les activités du contrôle de gestion au MINT.

2. Consistance des prestations

Les prestations consisteront à fournir le matériel informatique tel que listé dans la pièce 3 de la présente cotation.

3. Allotissement

Les prestations objet de la présente Consultation sont en un seul lot.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel des prestations à l'issue des études préalables est de 20 000 000 (vingt millions) francs CFA TTC sur la ligne d'imputation budgétaire n° 60.46.465.1.33000001.0133.524211.

5. Délais de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la livraison des fournitures objet de la présente Consultation est de (45) QUARANTE CINQ jours.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

6. Participation et origine

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte aux entreprises de droit camerounais

7. Financement

Les prestations objet de la présente Consultation sont financées par le Budget d'Investissement Public de l'exercice 2026 sur la ligne d'imputation budgétaire 60.46.465.1.33000001.0133.524211

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation *est en ligne exclusivement.*

9. Cautionnement de soumission

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission timbré au tarif en vigueur, acquitté à la main, émis par un établissement financier ou une institution financière de premier ordre agréés par le Ministère des finances accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôt et de Consignations (CDEC) et portant la mention manuscrite de l'établissement émetteur d'un montant de deux cent mille (200 000) francs CFA Valable pendant cent vingt (120) jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

L'absence de la caution de soumission à l'ouverture des plis ou l'absence de la mention manuscrite de l'Etablissement émetteur entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la Demande de Cotation concernée est considérée comme non conforme. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable et considérée comme absente.

10. Consultation du Dossier de Demande de Cotation.

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maître d'Ouvrage aux heures et jours ouvrables au service des marchés, numéro de porte C120, téléphone : (237) 222 23 31 73 dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.arpmp.cm).

11. Acquisition du Dossier de Demande de Cotation

Le dossier de consultation peut être obtenu au service des marchés porte C120, téléphone : (237) 222 23 31 73 dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable (des frais d'achat du DAO) de cinquante mille (50 000) Francs CFA au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. REMISE DES COTATIONS

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais.

La cotation devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le ~~21/10/2024~~ 13h. Une copie de sauvegarde de cotation enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, et le récépissé de dépôt en ligne devront être transmis sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », pour la copie de sauvegarde en plus de la mention ci-dessous au Service des Marchés dans les délais impartis :

AVIS DE DEMANDE DE COTATION N°...0.0.4..../DC/MINT/CIPM/2026 DU
14 SEP 2026 pour l'Acquisition matériel informatique pour les activités du contrôle de
gestion du MINT. (En procédure d'urgence)

FINANCEMENT : BIP-EXERCICE 2026

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituent l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour la partie Administrative ;
- 15 MO pour la partie Technique ;
- 5 MO pour la partie Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

13. RECEVABILITÉ DES OFFRES

seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage si :

- la copie de sauvegarde portant les indications sur l'identité du soumissionnaire,
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt sur la plateforme COLEPS,
- Les plis non-conformes au mode de soumission.

Toute cotation incomplète conformément aux prescriptions de la Demande de Cotation sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence ou la non-conformité de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et n'ayant pas la mention manuscrite de l'Etablissement émetteur ou le non-respect des modèles des pièces de la Demande de Cotation, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme non conforme. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable et considérée comme absente. Toute caution de soumission doit être accompagnée d'un récépissé CDEC.

14. OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 01 OCT 2026 à 14 heures par la Commission interne de Passation des Marchés du Maître d'Ouvrage dans la salle de conférence du bâtiment rond du MINT.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Demande de Cotation. Elles doivent être datées de moins de trois (03) mois à compter de la date limite de dépôt des cotations ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis Demande de Cotation.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, la cotation sera rejetée.

15. CRITÈRES D'ÉVALUATIONS

15.1. Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- de l'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis;
- de la non -production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- du non-respect d'au moins (80%) des critères essentiels ;
- du non-respect d'au moins 80% des spécifications techniques indiquées dans les spécifications techniques des fournitures du présent DAO ;
- de l'absence de prospectus ou fiche technique produit par le fabricant;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE et SDPU);
- de l'absence d'une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné un marché public durant les trois (03) dernières années (2025,2024,2023)
- de la non-conformité du mode de soumission ;
- de l'absence de la charte d'intégrité
- de l'absence de la déclaration d'engagement social et environnemental
- Absence de la clé de sauvegarde
- Non-respect du format de fichiers des offres.
- De l'absence de la capacité de préfinancement d'un montant de cinq (5.000.000) millions délivrés par une banque de 1er ordre
- Absence du délai de livraison dans la lettre de soumission
- Non respect d'une spécification majeure des ordinateurs portables.

15.2-Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation de la cotation ;
- Les références du soumissionnaire ;
- La preuve d'acceptation des conditions du marché (descriptif du matériel paraphés et signés à la dernière page) ;

NB : Le système de notation des offres par attribution des points est proscrit au profit du mode binaire (oui ou non).

16- Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera la lettre commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification administrative, technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17-Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs cotations pendant quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de la remise des cotations.

18-Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures et jours ouvrables au Service des Marchés porte C120, Tel. (237) 222 23 31 73 en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19. LES RABAIS

Pour être pris en compte les éventuels rabais consentis doivent être mentionnés en lettre et en chiffre et non manuscrits sur la lettre de soumission.

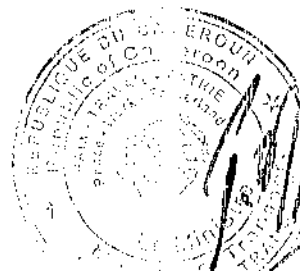
20-Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques irrégulières, faits ou actes, tentative de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 67 48.

Yaounde le, 14 SEPT 2026

Copies

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP
- mint ;
- Président CIPM ;
- Affichage -chrono (pour information/publication)



REELLE: M. Jean-Benoît Masséna

004
14/07/2026
Notice of Request for Quotation N° /DC/MINT/CIPM/2026 of /2026 for the Acquisition of IT Equipment for Management Control Activities at MINT(en emergency procedure) .

1. Purpose of the Request for Quotation

As part of efforts to improve working conditions and optimize management control measures at the Ministry of Transport, the Contracting Authority is launching a consultation for the acquisition of IT equipment for management control activities at MINT.

2. Scope of Services

The services will consist of supplying IT equipment as describe in the paper 3 of this quotation.

3. Lot Division

The services covered by this Consultation are grouped into a single lot.

4. Estimated Cost

The estimated cost of the services, following preliminary studies, is **20,000,000** (twenty million) CFA francs, all taxes included, under budget line n° **60.46.465.1.33000001.0133.524211**.

5. Delivery Deadlines

The maximum period set by the Contracting Authority for delivery of the supplies covered by this Consultation is forty five (45) calendar days.

This period runs from the date of notification of the service order to begin the services.

6. Participation and Origin

Participation in this Request for Quotation is open to companies incorporated under Cameroonian law.

7. Financing

The services covered by this Consultation are financed by the 2026 Public Investment Budget under budget line **60.46.465.1.33000001.0133.524211**.

8. Submission Method

The submission method adopted for this Request for Quotation is online submission exclusively.

9. Bid Bond

To avoid rejection, each bidder must include with their administrative documents a bid bond, stamped at the rate in effect, paid by hand, issued by a first-rate financial institution approved by the Ministry of Finance, accompanied by a deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Fund (CDEC) and bearing the handwritten notation of the issuing institution, in the amount of **two hundred thousand (200,000) CFA francs**, valid for one hundred twenty (120) days from the deadline for submission of bids.

A bid bond submitted that has no connection to the relevant Request for Quotation shall be considered non-compliant. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible and considered absent.

10. Consultation of the Request for Quotation File

The physical file may be consulted free of charge at the offices of the Contracting Authority during business hours and days at the Public Contracts Service, door number C120, telephone: (237) 222 23 31 73, as soon as the present notice is published.

It may also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, and on the ARMP website (www.arpmp.cm).

11. Purchase of the Request for Quotation File

The physical version of the consultation file may be obtained from the Public Contracts Service, door C120, telephone: (237) 222 23 31 73, as soon as this notice is published, upon presentation of a payment receipt for a non-refundable sum (Tender Document purchase fee) of **fifty thousand (50,000) CFA francs**, paid to the Public Treasury.

It is also possible to obtain the electronic version of the file by free download at the addresses indicated above for the electronic version. However, submission by physical or electronic means is conditional upon payment of the Tender Document purchase fee.

12. Submission of Quotations

Each quotation shall be drafted in French or English.

As submission is exclusively online, the quotation must be transmitted by the bidder on the COLEPS platform no later than **01/06/2026** at 1:00 p.m. A backup copy of the quotation saved on a USB drive or CD/DVD, and the online submission receipt must be transmitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy" for the backup copy, in addition to the notation below, to the Procurement Service within the required deadlines:

**NOTICE OF REQUEST FOR QUOTATION N°/___/DC/MINT/CIPM/2026 OF
14/06/2026 for the Acquisition of IT Equipment for Management Control Activities at
MINT(en emergency procedure)
FINANCING: BIP – FISCAL YEAR 2026
"To be opened only during the bid opening session"**

As submission is exclusively online, the maximum sizes of the documents to be transmitted on the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

For online submission, the maximum sizes of the documents to be transmitted on the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 50 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

Accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

13. Admissibility of Bids

The administrative documents, the technical quotation, and the financial quotation will be deemed inadmissible by the Contracting Authority if:

- The envelopes bear indications as to the identity of the bidder;
- The envelopes are received after the submission deadline;
- The envelopes do not comply with the submission method;
- The envelopes bear no indication of the identity relating to the Request for Quotation.

Any quotation that is incomplete in accordance with the requirements of the Request for Quotation will be declared inadmissible. In particular, the absence or non-compliance of the bid bond issued by a body or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts, or failure to comply with the standard document templates of the Request for Quotation, will result in the outright rejection of the quotation without any recourse. A bid bond submitted that has no connection to the relevant consultation shall be considered non-compliant. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible and considered absent. Every bid bond must be accompanied by a CDEC deposit receipt.

Furthermore, the originals of the administrative, technical, and financial quotations, initialed and drafted in French or English, must be submitted in a sealed envelope to the Procurement Service of the Ministry of Transport no later than ~~01/09/2026~~ 01/09/2026 at 1:00 p.m., and must bear the notation below.

NOTICE OF REQUEST FOR QUOTATION N° ~~904~~ /DC/MINT/CIPM/2026 OF

~~14 SEPT 2026~~ for the Acquisition of IT Equipment for Management Control Activities at

MINT(en emergency procedure).

FINANCING: BIP – FISCAL YEAR 2026

"to be opened only during the bid opening session"

14. Bid Opening

The bid opening will take place in a single session on ~~01/09/2026~~ 01 OCT 2026 at 2:00 p.m. by the Contracting Authority's Internal Tender Board, in the conference room of the round building of the MINT.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choosing, even in the case of a consortium of companies.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be submitted as originals or as certified true copies by the issuing department or competent administrative authority, in

accordance with the provisions of the Special Regulations of the Request for Quotation. They must be dated less than three (3) months before the deadline for submission of quotations, or have been issued after the date the Request for Quotation notice was signed.

In the event that an administrative document is absent or non-compliant at the time of bid opening, and is not produced within the 48-hour period granted by the Commission, the quotation will be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminary Criteria

These include in particular:

- Absence or non-compliance of the bid bond at the time of bid opening;
- Failure to produce, within 48 hours after bid opening, an administrative document deemed non-compliant or absent at the time of bid opening (except for the bid bond);
- False declarations, fraudulent practices, or falsification of documents;
- Failure to meet at least 80% of the essential criteria;
- Absence of a prospectus, catalog, drawing, or technical data sheet produced by the manufacturer;
- Failure to comply with at least 80% of the technical specifications set out in the technical specifications for supplies in this Tender Documents;
- Absence of a quantified unit price in the Financial Bid;
- Absence of an element of the financial bid (the bid form, the BPU, the DQE, and SDPU);
- Absence of a sworn statement declaring that the bidder has not abandoned a public contract during the past three (3) years (2025, 2024, 2023);
- Non-compliance with the submission method;
- Absence of the integrity charter;
- Absence of the social and environmental commitment declaration;
- Absence of the backup quotation saved on a USB drive in the event of a malfunction of the COLEPS platform;
- Absence of the physical original of the quotation;
- Non-compliance with the file format of the bids.
- Absence of Pre-financing capacity of five million (5,000,000) CFA francs, issued by a first-rate bank;
- Absence of dateline executive in the submission letter
- Non compliance major specification of computer

15.2 Essential Criteria

The essential criteria for qualifying bidders will include, on an indicative basis:

- Presentation of the quotation;
- The bidder's references;
- Proof of acceptance of contract conditions (Special Administrative Clauses, Special Technical Clauses, contract template initialed and signed on the last page);

NB: The system of scoring bids by awarding points is prohibited in favor of the binary mode (yes or no).

16. Award

The Contracting Authority will award the purchase order to the bidder whose bid meets the required administrative, technical, and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest, including any proposed discounts where applicable.

17. Validity Period of Quotations

Bidders remain bound by their quotations for ninety (90) days from the deadline for submission of quotations.

18. Additional Information

Additional information may be obtained during business hours and days at the Public Contracts Service, door C120, Tel. (237) 222 23 31 73, or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Discounts

To be taken into account, any discounts granted must be stated in both words and figures, and not handwritten, on the bid submission letter.

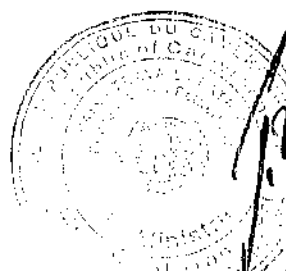
20. Fight Against Corruption and Malpractice

To report any practices, acts, or incidents, attempted corruption, or acts of malpractice, please call CONAC at 1517, or the Public Procurement Authority (MINMAP), by SMS or call, at the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, and the Anti-Corruption Unit of the Contracting Authority/Delegated Contracting Authority at number and the ARMP at number

Done at Yaoundé, on 14 SEPT 2020

Copies

- Authority in charge of Public Contracts (MINMAP)
- ARMP
- Mint ;
- President CIPM ;
- Noticeboard (for information/publication)



JEAN-LOUIS NIBENS Jean-Ernest Nibens

